



Paris, le 12 janvier 2021

Les confédérations syndicales CFDT, CGT, CFE-CGC et FO demandent au Président de la République de renoncer au projet Hercule et d'engager un véritable débat sur l'avenir d'EDF !

Devant l'imminence d'une crise économique et sociale majeure, les confédérations syndicales exigent, compte tenu de la période, un retour aux valeurs fondatrices de la République, avec l'impératif de solidarité et de souveraineté nationale, l'exigence de protection due par la Nation à ses citoyens et la nécessité de la continuité des services publics.

Parce que l'énergie est un bien indispensable à la vie de chacun dans la société, elles considèrent que l'électricité doit être reconnue comme un bien essentiel dont l'accès doit être garanti. Face à l'urgence climatique, c'est aussi un des premiers vecteurs d'une société bas carbone, socialement responsable, résiliente, souveraine et inclusive.

Dès lors, les confédérations syndicales défendent que la mission de l'électricien national EDF, c'est plus que jamais d'être au service des orientations énergétiques du pays, de sa neutralité carbone, de sa politique industrielle et de sa souveraineté. L'avenir d'EDF, c'est aussi d'investir massivement dans la prochaine décennie pour garantir la sécurité d'approvisionnement électrique du pays, ce qui suppose de régler la question des fonds propres de l'entreprise, de sa dette et de sa sous-rémunération chronique depuis la fin des années 1990.

Face à un projet Hercule conçu sur des fondamentaux strictement financiers et conduisant de fait à la désintégration de leur entreprise, les salariés du Groupe EDF n'ont pas hésité à se mobiliser massivement en affichant leur opposition. Ce projet n'est pas une exigence de la Commission européenne comme certains voudraient le faire croire. Il ne répond ni à la question de la faiblesse endémique des fonds propres d'EDF ni à celles des moteurs de son endettement, du portage de sa dette et de la sous-rémunération chronique dont souffre l'entreprise depuis 2010 avec la mise en œuvre de la loi NOME.

Comme les salariés du Groupe d'EDF et leurs fédérations syndicales, les confédérations syndicales demandent donc au Président de la République d'entendre et de mesurer cette très forte mobilisation sociale en renonçant au projet Hercule. Elles demandent l'organisation d'un véritable débat public sur l'avenir d'EDF et ses moyens d'investissement au service de la Nation.

Les confédérations syndicales demandent aussi l'ouverture d'un véritable dialogue avec les salariés qui ont, jusqu'à présent, été privés de tout débat sur l'avenir de leur entreprise et de leurs emplois, alors qu'au plus fort de la crise sanitaire au printemps dernier, leur engagement a été unanimement salué.

Puisque l'avenir énergétique du pays est intimement lié à celui d'EDF, les confédérations syndicales CFDT, CGT, CFE-CGC et FO appellent à un véritable débat social et démocratique sur l'avenir d'EDF et sa mobilisation au service des enjeux énergétiques et climatiques du pays.

CFDT : boulevard de la Villette 75955 PARIS Cedex 19
CFE-CGC : 59, rue du Rocher 75008 PARIS
CGT : 263, rue de Paris 93516 MONTREUIL Cedex
FO : 141, avenue du Maine 75014 PARIS